



« L'Europe comme bouc émissaire »

HARLEM DÉSIR ● n° 2 du PS

Député européen, Harlem Désir est l'un des principaux dirigeants du PS. Il estime que le président de la République « cherche à satisfaire le noyau dur de la droite dure ».

Nicolas Sarkozy a-t-il entendu le message des Français ?

HARLEM DÉSIR. Les Français sont inquiets sur l'emploi, la précarité, la casse des services publics. Or, que leur répond le président de la République ? Burqa et insécurité. Il n'a donc rien compris au message du 21 mars. Et comme il n'est pas en mesure d'apporter des réponses réelles à la crise et au chômage, il cherche des terrains de diversion. Il cherche davantage à satisfaire le noyau dur de la droite dure et le groupe UMP à l'Assemblée qu'à répondre aux préoccupations des Français.

Une taxe aux frontières de l'Europe pour protéger la France de la concurrence déloyale, est-ce une bonne idée ?

Depuis des années, au Parlement européen, les socialistes français défendent le respect de normes environnementales et sociales dans les échanges avec les pays émergents. Mais à Strasbourg, nous n'avons jamais été soutenus par les amis de Nicolas Sarkozy, qui nous vantaient

la dérégulation. Qui a accepté des accords de libre-échange sans normes environnementales ? Qui a accepté le « paquet énergie climat » qui ne comprenait pas la taxe carbone ? C'est le président de la République. Et il utilise aujourd'hui l'Europe comme bouc émissaire ! C'est le Conseil constitutionnel qui lui a demandé de revoir sa copie sur la taxe carbone parce qu'elle était injuste. Pas l'Europe. Elle ne doit pas servir d'excuse pour masquer l'échec et l'inaction de Nicolas Sarkozy.

☞ *La suppression des quotas laitiers a été décidée sous présidence française de l'Union européenne en 2008*

Nicolas Sarkozy se dit « prêt à une crise » avec l'Europe pour sauver la politique agricole commune (PAC) et les agriculteurs...

Le rôle de la France, ce n'est pas de menacer ou de déclencher des crises mais d'être un moteur. Les Français ont besoin d'une Europe protectrice, or la droite a toujours défendu l'Europe de la dérégulation. La suppression des quotas laitiers a été décidée



Harlem Désir. (LP/OLIVIER CORSAN.)

sous présidence française de l'Union européenne en 2008. Nicolas Sarkozy n'aurait pas dû l'accepter.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉRIC HACQUEMAND**